

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 7 JUIN 2022**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
10	0	6

OBJET DE LA DECISION

N° 22/327

**CONVENTION ENTRE LA
METROPOLE TPM ET LE
DEPARTEMENT DU VAR
RELATIVE A LA CREATION
D'UNE PISTE CYCLABLE LE
LONG DE LA RD 197 ENTRE
LE GIRATOIRE NANO ET LE
CARREFOUR DU
PALYVESTRE (EN ET HORS
AGGLOMERATION) SUR LE
TERRITOIRE DE HYERES-
LES-PALMIERS -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVAR.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/327

BUREAU DU 7 JUIN 2022

**O B J E T : CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE
DEPARTEMENT DU VAR RELATIVE A LA CREATION
D'UNE PISTE CYCLABLE LE LONG DE LA RD 197
ENTRE LE GIRATOIRE NANO ET LE CARREFOUR DU
PALYVESTRE (EN ET HORS AGGLOMERATION) SUR
LE TERRITOIRE DE HYERES-LES-PALMIERS -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au
Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil Départemental n°G61 de la Commission Permanente
du 21/03/2022,

VU le projet de convention, ci-annexé, entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Département du Var relatif à la création d'une piste cyclable le long de la RD197 entre le giratoire NANO et le carrefour du Palyvestre (en et hors agglomération) sur le territoire de Hyères-les-Palmiers,

CONSIDERANT que les travaux ont pour objectif l'amélioration et la sécurisation des modes de déplacement doux le long de la RD 197,

CONSIDERANT que l'aménagement de la RD197 consiste en :

- la réalisation d'une piste cyclable d'une largeur de 3 mètres séparée de la chaussée par un îlot,
- la reprise de la chaussée actuelle en la calibrant à 6,40 mètres,
- la rénovation de l'éclairage public afin d'améliorer la perception des modes de déplacement doux,

CONSIDERANT que le Département du Var assure la maîtrise d'ouvrage ainsi que la maîtrise d'œuvre des travaux,

CONSIDERANT que le montant total estimé de l'opération est de 833 333 € HT soit 1 000 000 € TTC et que la participation financière de la Métropole TPM est de 119 385 €,

CONSIDERANT la nécessité de définir, par une convention, les modalités administratives, techniques et financières de réalisation de cette opération,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Département du Var relative à la création d'une piste cyclable le long de la RD197 entre le giratoire NANO et le carrefour du Palyvestre (en et hors agglomération) sur le territoire de Hyères-les-Palmiers.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2022 sous l'opération 10 138, article 2152.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 7 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR 10
CONTRE 0
ABSTENTION 0



REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU VAR

D.I.M./
EA

Acte n° CO 2022-176

**CREATION D'UNE PISTE CYCLABLE LE LONG DE LA RD 197 ENTRE LE
GIRATOIRE NANO ET LE CARREFOUR DU PALYVESTRE (EN ET HORS
AGGLOMERATION) SUR LE TERRITOIRE DE HYERES - CONVENTION AVEC LA
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

(Convention valant permission de voirie au sens de l'article L113-2 du code de la voirie routière)

La présente convention est conclue entre :

Le Département du Var, représenté par **Monsieur Marc GIRAUD**, président du Conseil départemental du Var, dûment habilité par délibération de la commission permanente n° G61 en date du 21 mars 2022,

Ci-après désigné par « Le Département » d'une part,

Et

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, représentée par **Monsieur Hubert Falco**, président, ancien ministre, habilité à cet effet par délibération n° du Bureau métropolitain en date du

Ci-après désignée par « la Métropole » d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – CONTEXTE

Les travaux concernent l'aménagement de la RD 197, classée route à grande circulation (RGC), avec la création d'une piste cyclable du giratoire Nano au carrefour du Palyvestre sur la commune de Hyères (PR 0+000 au PR 1+050).

L'opération a pour objectif l'amélioration et la sécurisation des modes de déplacement doux le long de la RD 197.

Les enjeux de cette opération sont :

- la sécurisation des cyclistes par la création d'une piste cyclable sur la section de route départementale 197 entre le giratoire Nano et le carrefour du Palyvestre.
- la diminution de la vitesse des automobilistes par un recalibrage de la voirie,
- le maintien du patrimoine avec la réfection du revêtement de la chaussée très dégradée.

L'aménagement consiste en :

- la réalisation d'une piste cyclable d'une largeur de 3 mètres séparée de la chaussée par un îlot,
- la reprise de la chaussée actuelle en la calibrant à 6,40 mètres,
- la rénovation de l'éclairage public afin d'améliorer la perception des modes de déplacement doux.

Les travaux sont prévus pour l'automne 2022.

Cette convention s'appuie sur la convention CO 2019-1181 relative aux modalités d'exercice par le Département du Var de la compétence gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires en cohérence avec les politiques mises en œuvre par la Métropole Toulon Provence Méditerranée

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques, administratives et financières de réalisation des travaux décrits à l'article 4, qui sont réalisés aux frais du Département avec la participation de la Métropole.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION

Le présent document contenant l'ensemble des engagements des différentes parties est la seule pièce constitutive de la présente convention.

Elle comporte quatre annexes :

- plan de situation (annexe 1)
- plan projet (annexe 2)
- constat de réalisation des équipements (annexe 3)
- tableau indiquant la répartition financière estimative des travaux (annexe 4)

ARTICLE 4 – NATURE DES TRAVAUX

L'opération consiste à réaliser :

- l'installation de chantier,
- les travaux préparatoires,
- les terrassements, assainissement et éclairage public,
- la voirie (chaussée, piste cyclable et arrêts de bus),
- la signalisation verticale et horizontale.

ARTICLE 5 – MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'OEUVRE DES TRAVAUX

Le Département assure la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des travaux décrits à l'article 4.

Phase réalisation :

Le Département assure la maîtrise d'œuvre du chantier. Le Département informe la Métropole, au moins quinze jours avant, de la date de commencement des travaux et de la durée d'exécution. Les travaux font l'objet d'essais et de contrôles, dont les résultats sont communiqués à la Métropole.

Le Département invite la Métropole à chaque réunion de chantier. En l'absence d'observations sur la qualité des travaux effectués, le Département ne peut être tenu responsable de problèmes mis à jour en phase de réception ou d'exploitation.

- Phase réception des travaux – remise des ouvrages réalisés :

La Métropole participe aux différentes phases des opérations préalables et de réception des travaux.

La Métropole formule ses observations éventuelles et son avis sur le traitement des non-conformités éventuelles, qui sont consignées au procès-verbal. Celles-ci ne peuvent porter que sur les travaux lui incombant et objets de l'article 4 du présent document mais elle est informée de tous travaux pouvant avoir des incidences sur ses propres réseaux.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DE LA MÉTROPOLE

La Métropole s'engage :

- à fournir et poser le mobilier urbain lié aux transports (abri bus),
- à financer les travaux qui lui incombent et dont la maîtrise d'ouvrage a été confiée au Département, dans les conditions spécifiées à l'article 12 de la présente convention.

ARTICLE 7- ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à réaliser la totalité des travaux de voirie, y compris des points d'arrêts.

ARTICLE 8 – APPROBATION TECHNIQUE DU PROJET

Le Département réalise l'ensemble des études nécessaires à l'exécution des travaux.

Préalablement à la réalisation des travaux, l'ensemble du projet est soumis pour approbation à la Métropole (pour les travaux qui concernent son domaine de compétence : voirie métropolitaine, transport, voie verte, éclairage public, aménagement paysager, etc...)

Cette approbation doit intervenir dans le respect du délai maximum d'un mois. Ce délai court à compter de la date d'accusé de réception par la Métropole des documents concernés. Si l'approbation n'est pas notifiée au Département dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue.

Toute autre demande d'approbation liée à une modification des prestations en cours de réalisation du chantier nécessaire pour des considérations techniques est traitée dans le respect d'un délai maximum de quinze jours. Si l'approbation n'est pas notifiée au Département dans le délai ci-dessus, la demande est considérée comme reçue (acceptation tacite de la demande).

ARTICLE 9 – DÉROULEMENT DES TRAVAUX

La Métropole a la possibilité de procéder à toutes vérifications qu'elle juge utiles en cours de chantier et d'assister aux réunions de chantier.

Le Département fournit à la Métropole tous les éléments nécessaires (provenance des matériaux, qualité, etc.) pour lui permettre de vérifier leur conformité par rapport aux spécifications du DCE, ainsi que les résultats des différents contrôles nécessaires conformément aux règles de l'art.

Ces éléments et contrôles sont transmis à la Métropole sans délai afin de permettre à la Métropole une réaction appropriée le cas échéant.

En cas de manquement constaté eu égard aux instructions et prescriptions prévues par la présente convention, les agents de la Métropole habilités informent le Département afin que celui-ci prenne les dispositions nécessaires et fasse pallier les défaillances constatées.

ARTICLE 10 – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Département réalise dans l'emprise du domaine public routier départemental et du domaine public routier métropolitain tous les travaux nécessaires aux aménagements dont il est maître d'ouvrage. Le Département a la charge d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation de ces travaux.

La Métropole, ainsi que tous les tiers intervenant pour son compte, est autorisée à réaliser dans l'emprise du domaine public routier départemental tous les travaux nécessaires dont elle a la charge.

Avant tout démarrage de travaux susceptibles d'avoir une incidence sur la circulation de la RD 197, la Métropole ainsi que tous les tiers intervenant pour son compte, doit obtenir les arrêtés de circulation nécessaires auprès des services du Département (hors agglomération) et de la commune (en agglomération) sous réserve de l'avis du Préfet s'agissant d'une route classée RGC.

Conformément aux règles en vigueur, aucune publicité ne peut être installée sur le domaine public.

ARTICLE 11 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Les travaux de voirie décrits à l'article 4 ci-dessus seront réalisés dans les règles de l'art. Il sera par ailleurs tenu compte des prescriptions particulières suivantes :

- Signalisation du chantier :

La signalisation du chantier doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de la présente convention (instruction interministérielle sur la signalisation routière – huitième partie : signalisation temporaire).

Le Département a la charge de la signalisation réglementaire du chantier dont il a la gestion et la responsabilité des accidents de circulation consécutifs à une absence ou une insuffisance de signalisation temporaire.

- Coordination de sécurité et protection de la santé :

Le Département désignera un coordonnateur SPS lors du lancement du chantier.

- Achèvement et réalisation des travaux :

La réalisation des équipements est vérifiée et constatée contradictoirement. Cette vérification fait l'objet d'un constat signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention (annexe 3).

Pour le Département, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le procès-verbal est : monsieur le chef du pôle Provence Méditerranée ou son représentant légal.

Pour la Métropole, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le constat est : monsieur le directeur des infrastructures et des déplacements ou son représentant légal.

Le constat ne pourra être signé qu'après la fourniture du DOE et du DIUO des ouvrages exécutés.

- Modifications du projet :

Chaque partenaire de la convention est associé à la réalisation des travaux.

Les adaptations mineures pouvant intervenir au cours des travaux gérés par le Département sont simplement signalées à la Métropole.

Les modifications techniques d'importance apportées en cours de chantier par le Département sont soumises à l'accord préalable de la Métropole, si elles ont des conséquences visant à changer notablement son partenariat, et notamment son partenariat financier. Leur prise en compte doit faire l'objet in fine d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 12 – FINANCEMENT DE L'OPÉRATION

Estimation de l'opération :

Les aménagements sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage départementale.

A titre indicatif, le montant total de l'opération est de 1 000 000 € TTC.

Les travaux visés à l'article 4 sont réalisés aux frais du Département à hauteur de 833 333,00 € HT avec une participation financière de la Métropole de 119 385,00 € HT pour les travaux relevant de sa compétence (éclairage public).

Taxe sur la valeur ajoutée :

Conformément à l'article L1615.2 du code général des collectivités territoriales, les dépenses engagées par le maître d'ouvrage lui confèrent le droit à l'attribution du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée. La participation de la Métropole est donc non grevée de T.V.A.

Conditions de paiement :

Le versement par la Métropole est subordonné à la réalisation des travaux. Si tout ou partie des travaux n'était pas réalisé, la participation correspondante ne serait pas versée ou au prorata des travaux réalisés.

Échéancier de paiement :

Le règlement de la participation financière de la Métropole se fera suivant l'échéancier suivant :

- 100% à l'achèvement des travaux, sur présentation du procès-verbal situé en annexe 4 de la présente convention signé par les deux cosignataires, attestant de l'achèvement des travaux et sur la base de la fourniture d'un état récapitulatif des dépenses établi par le Département.

La Métropole s'engage à adresser le titre de paiement dans les trente jours qui suivent l'appel de fonds par le Département, sous réserve que celui-ci ait fourni les pièces justificatives.

ARTICLE 13 – EXPLOITATION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

L'entretien et l'exploitation de l'ensemble des aménagements réalisés dans le cadre de cette convention sont réglés par application de la convention CO 2019-1181 et notamment son annexe 3.

ARTICLE 14. CONDITIONS SUSPENSIVES

Les dispositions de la présente convention s'appliquent sous réserve de l'obtention et de la production par le Département de toutes les autorisations réglementaires nécessaires à la réalisation de l'opération purgée de tout recours.

La résiliation de la convention peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- force majeure,
- non-respect des conditions administratives de la présente convention,
- changement de nature à compromettre l'économie générale de l'opération.

Dans l'hypothèse où la présente convention serait résiliée du fait de l'un des cas susvisés, aucune indemnité ne serait due à l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 15. DURÉE DE LA CONVENTION

Les travaux décrits dans la présente convention doivent démarrer dans un délai de deux ans suivant la date de sa signature sous peine de caducité de la présente convention.

Tout renouvellement pour la même durée doit faire l'objet d'une demande écrite par courrier avec AR deux mois avant la date de caducité.

Cette convention est conclue pour une durée limitée par la fin des délais de garantie des travaux réalisés. Les délais de garantie démarrent à la date de réception des travaux réalisés par le Département et par la Métropole, cette réception étant formalisée par le constat contradictoire de la réalisation des équipements (annexe 3).

Le Département et la Métropole se réservent le droit de résilier la présente convention à tout moment avec un préavis de trois mois tant que les travaux n'ont pas démarré.

ARTICLE 16. REGLEMENT DES DIFFERENDS

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses de la présente convention, les parties font leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

A – Litiges

Dans un délai d'un mois après constatation d'un désaccord, les parties s'engagent à faire appel à l'arbitrage d'une commission d'experts composée de deux membres désignés l'un par le Département et l'autre par la Métropole. Cette commission doit, sous un mois, proposer aux deux parties une solution au problème rencontré. En cas de désaccord persistant, l'une ou l'autre des parties peut porter le différend devant la juridiction administrative compétente.

B – Responsabilités

Le Département est responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'il effectue dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage. Néanmoins, faute d'avoir signalé au Département ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations lors de la réception, la Métropole ne peut pas, ultérieurement, mettre en cause la responsabilité du Département dans l'exercice des missions prévues à la présente convention.

C – Recours suite aux travaux

La Métropole donne mandat au Département, dans le cadre des travaux prévus par la présente convention dont il a la maîtrise d'ouvrage, aux fins d'engager, le cas échéant, toutes recherches en responsabilité, opérations d'expertise et/ou actions judiciaires à l'encontre des entreprises susceptibles d'être responsables de malfaçons ou désordres affectant les ouvrages relevant du domaine public communal. Le Département se charge de réaliser ou de faire réaliser les travaux de reprise des malfaçons ou désordres et d'en obtenir le remboursement auprès des entreprises ou de leurs assureurs.

ARTICLE 17. COMMUNICATION

Dans le cadre de cette convention, les parties conviennent de la mise en œuvre d'actions de communication et de publicité conjointes selon les besoins

ARTICLE 18. CARACTÈRE EXÉCUTOIRE ET NOTIFICATION

La présente convention établie en deux exemplaires originaux, remis respectivement au Département et à la Métropole, est exécutoire à la date de sa notification aux intéressés.

A Toulon, le

**Pour la Métropole
Le**

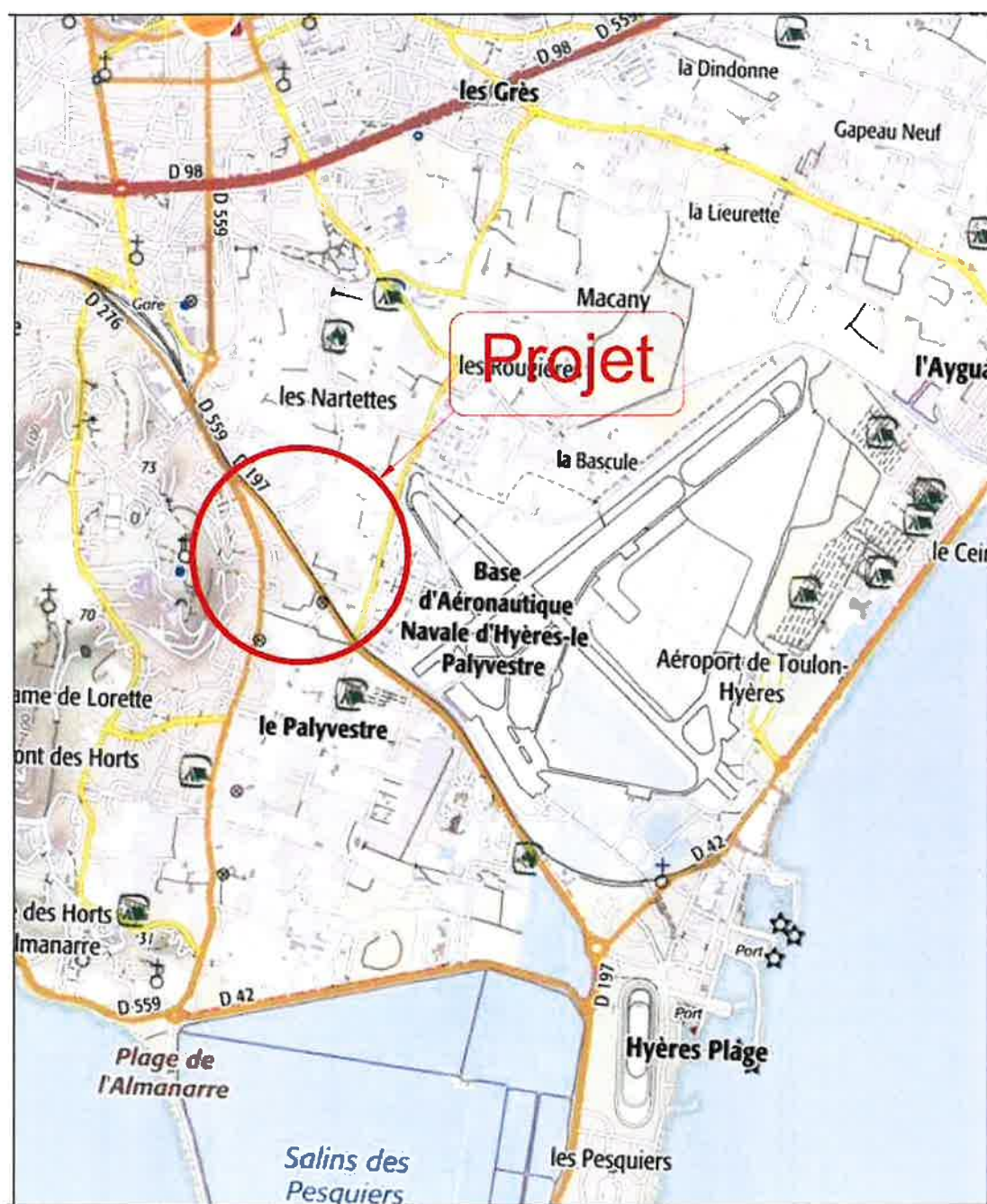
Hubert FALCO

Fait à Toulon, le

Le Président du Conseil départemental

Marc GIRAUD

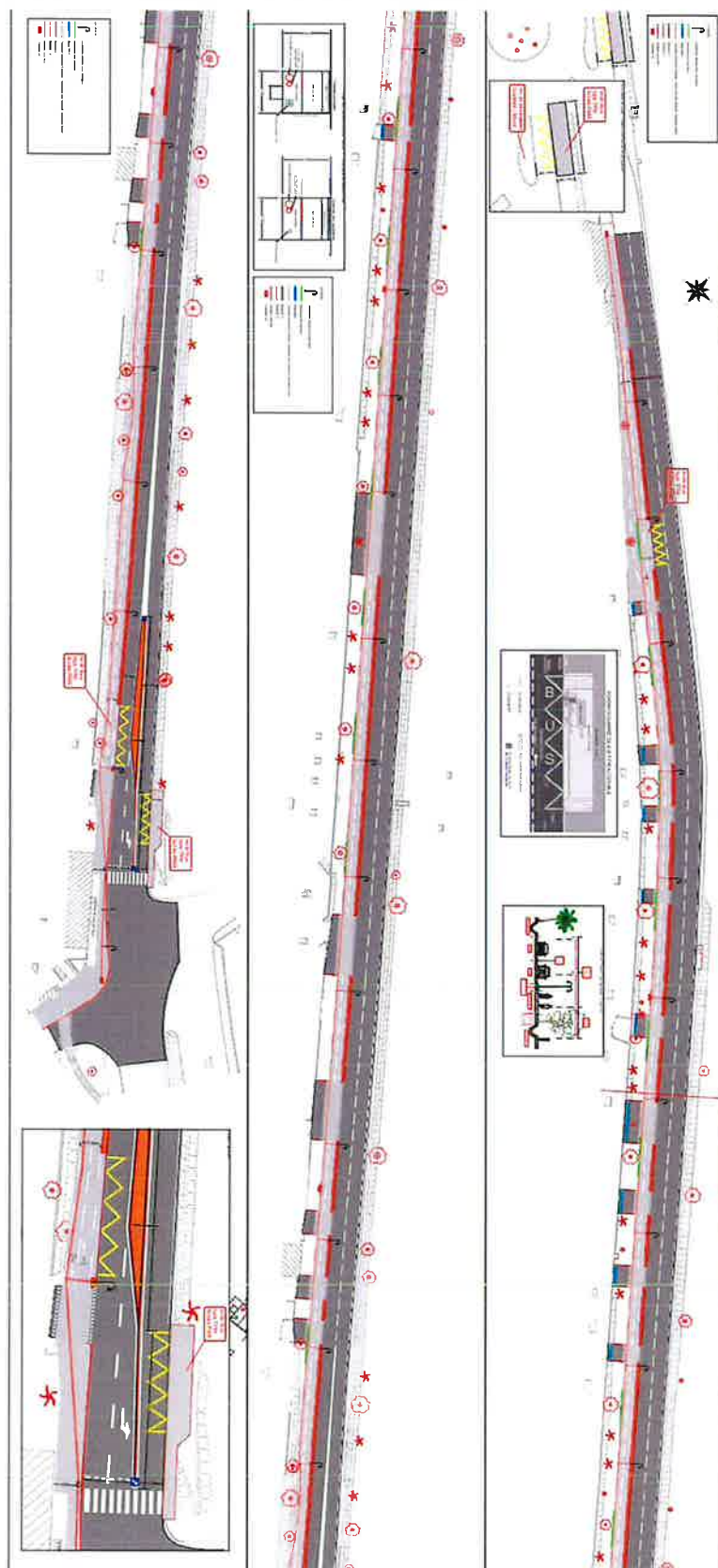
ANNEXE 1 – Plan de situation



RD 197 - HYERES - Création PCL

CP du

ANNEXE 2 - Plan projet



RD 197 - HYERES - Création PCL

CP du

ANNEXE 3 – Constat de réalisation des équipements

Le _____ à _____

Il a été constaté que :

Les équipements décrits à l'article 4 de la convention ont été réalisés conformément aux dispositions prévues. (1)

Les équipements décrits à l'article 4 de la convention ont été réalisés avec les modifications suivantes : (1)

Le représentant du Département

Le Représentant de la Métropole

Le chef du pôle Provence Méditerranée
ou son représentant légal

Le directeur d'antenne
ou son représentant légal

(1) Rayer la mention inutile

ANNEXE 4 – Tableau de répartition financière

Les montants sont basés sur l'estimation prévisionnelle de l'opération.

Désignation	Montant HT	Participation Département HT	Participation Métropole HT
Installation de chantier	77 000,00	74 000,00	3 000,00
Travaux préparatoires y compris dépose de candélabres	26 850,00	15 295,00	11 555,00
Terrassement - Assainissement - Réseaux dont réseaux éclairage public - vidéosurveillance télécom	242 260 ,00	142 900,00	99 360,00
Chaussée/ revêtement /voirie / bordures dont fourniture de pose de bordures en béton de type quai de bus	346 480,00	343 760,00	2 720,00
Signalisation horizontale et verticale	13 820,00	11 070,00	2 750,00
Divers / Aléas	126 923,00	126 923,00	0,00
Total HT	833 333,00	713 948 ,00	119 385 ,00